



**REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE TARENDAISE**

Réunion du 16 décembre 2025

Le seize décembre deux mille vingt-cinq, à vingt heures et onze minutes, le conseil municipal de Tarentaise s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur LETIEVANT Pierre.

Date de convocation du Conseil : le neuf décembre deux mille vingt-cinq.

Nombre de conseillers en exercice : 8

**Présents :** Madame Danielle RANGER, Messieurs Mickael BLACHON, Bruno JOURDAT, Pierre LETIEVANT, Christophe PONCET, Serge THIVILLON.

**Absents :** Bernadette TRANCHAND, pouvoir à Danielle RANGER. Frédéric DELOLME.

**Secrétaire de séance :** Danielle RANGER.

**Délibération n°2 : (2025-052) : convention de participation Protection Sociale Complémentaire « Santé » : Labellisation/contrat CDG :**

***Important :***

*La participation de l'employeur ne peut s'adresser qu'à un seul type de contrat, soit une convention de participation, soit des contrats labellisés.*

Le Maire rappelle :

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 et le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents.

Concernant le risque santé les contours de ce financement sont précisés sur un montant minimum de participation obligatoire de l'employeur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 de 15€ mensuels par agent ; par le biais d'une convention de participation ou la labellisation de contrats individuels.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu l'avis du comité social territorial ;

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent.

La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Dans le domaine de la santé, après avoir recueilli l'avis du comité technique, la collectivité souhaite participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,  
DECIDE :**

**1°) de participer au financement des cotisations des agents de la collectivité pour :**

- **Le risque santé.**

**2°) de retenir :**

- Pour le risque santé : **la labellisation.**

**3°) De fixer le montant de la participation financière pour tous les agents en position d'activité sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par la mutuelle attestant de la labellisation du contrat souscrit à : *15 € bruts mensuels.***

**4°) Il est précisé que la participation de la collectivité ne peut en aucun cas être supérieure au coût réel de la cotisation.**

Pour copie certifiée conforme

À Tarentaise, le 16/12/2025

*Acte rendu exécutoire par transmission en Préfecture le 22/12/2025*

*et affichage en mairie le même jour*

**Pierre LETIEVANT,  
Maire**



**Danielle RANGER,  
Secrétaire de séance**